

Financement des programmes établis

des travaux au Canada pour le compte de sociétés-mères étrangères.

Et, pourtant, les libéraux fédéraux et le gouvernement créditiste de la Colombie-Britannique encouragent la venue de sociétés étrangères et l'exportation de nos ressources au lieu de créer ici des emplois très spécialisés et bien rémunérés. Encore là, nos jeunes se demandent quand ils trouveront leur premier emploi ou un emploi qui soit au moins de leur domaine de compétence. Le programme des 6 et 5 p. 100 témoigne du manque de perspicacité du gouvernement fédéral et de son acharnement à garder le pouvoir en se guidant sur des sondages.

Je suis particulièrement irrité, car je me suis rendu compte de ce que le Malaspina College à Nanaïmo et le North Island College à Port Alberni ont accompli dans l'intérêt de leur ville, des jeunes et des personnes plus âgées dans l'île de Vancouver. Ils ont donné une nouvelle orientation à de nombreux jeunes incapables de fréquenter immédiatement des écoles professionnelles ou des universités mais désireux et capables d'exceller dans la voie qu'ils ont choisie. Les compressions mettent les programmes en danger et contrarient les efforts déployés dans l'intérêt de nos concitoyens. Au lieu de relever le défi que pose une formation en établissement et au travail plus poussée, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux demeurent satisfaits en dépit des longues listes d'attente et des périodes de chômage encore plus longues.

La formation de la jeunesse est le meilleur placement qui soit. Nous devons prouver aux jeunes que nous voulons les voir profiter des mêmes chances que nous, car nous avons connu des périodes de prospérité dans les années 60 et 70. Le chômage parmi les jeunes constitue aujourd'hui le problème social le plus grave. Ce pourrait bien être le legs que nous laisserons, comme preuve la plus éclatante de l'échec économique et du refus de la société de réparer cet échec.

Le Malaspina College et les enseignants en Chine ont convenu récemment d'échanger des enseignants. Nous verrons aussi un jour des étudiants poursuivre leurs études en Chine continentale. Les avantages pour notre collectivité seront importants. Des échanges entre nos deux pays nous permettront de mieux nous comprendre l'un l'autre, de connaître plus à fond les arts, les affaires et les cultures et de nouer des liens plus étroits avec le pays le plus peuplé de la terre.

L'accord a été conclu parce que les dirigeants chinois s'inquiétaient de la génération perdue de jeunes Chinois dont l'instruction et l'évolution sociale ont été entravées. Le Canada, tout en offrant son assistance, néglige de reconnaître que nous-mêmes sommes en train de perdre une génération à cause du chômage et du peu d'empressement des gouvernements libéraux et conservateurs à établir un lien entre l'absence de planification économique et de contrôle, le chômage élevé et la disparité croissante entre les revenus des familles canadiennes et les occasions qui leur sont offertes de s'instruire. Nous n'avons pas besoin d'un régime d'enseignement élitiste pour aller de pair avec des gouvernements arrogants et insensibles. Il faut plutôt qu'on s'engage à s'occuper des jeunes, les instruire et à leur donner du travail.

Au lieu de cela, le gouvernement fédéral nous présente le projet de loi C-12 qui fait partie du programme de 6 et de 5 p. 100 appuyé par les conservateurs en 1982 et mis en œuvre parce qu'en interprétant les sondages d'opinions, les libéraux se sont rendu compte que les Canadiens redoutent les déficits et

sont irrités de la sécurité des emplois et des revenus au sein de la Fonction publique. Le gouvernement fédéral de même que les gouvernements provinciaux étaient disposés à lutter contre l'inflation en laissant le chômage s'aggraver. Résultat, 1,5 million de Canadiens sont en chômage y compris plus de 250,000 en Colombie-Britannique, jadis prospère. Cette province doit affronter maintenant un chômage et des déficits croissants et subir un contrôle plus rigoureux de l'enseignement, puisque les autorités provinciales refusent de transmettre la contribution fédérale à l'enseignement postsecondaire. De fait, en 1983-1984, la Colombie-Britannique n'a pas majoré les subventions à l'exploitation au niveau de l'enseignement postsecondaire et n'a même pas augmenté les transferts fiscaux pour l'enseignement postsecondaire fournis par le gouvernement fédéral. En 1984-1985, il exigera une réduction de 6 p. 100 ou de 18 millions de dollars des trois universités de la Colombie-Britannique. Le seul gouvernement provincial au Canada qui ait transmis toute la contribution a été le gouvernement néo-démocrate du Manitoba qui y a ajouté sa propre subvention de 3.4 p. 100.

● (1130)

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, je suis très heureux de participer au débat aujourd'hui et de pouvoir dire à la Chambre des communes ce que je pense de cette mesure très importante qu'est le projet de loi C-12. La circonscription de Timiskaming est située dans le nord-est de l'Ontario. Bien des jeunes doivent quitter la région pour poursuivre leurs études. Nous avons la chance d'avoir dans notre circonscription, à Kirkland Lake et à Haileybury, deux campus du Collège Northern, qui offrent d'excellentes possibilités aux jeunes et qui emploient un personnel très compétent. La situation nous préoccupe cependant beaucoup parce que bon nombre de jeunes diplômés d'écoles secondaires doivent quitter la circonscription et se rendre dans d'autres villes de l'Ontario ou d'autres provinces canadiennes. Ils doivent payer pour se loger et se déplacer. Le projet de loi C-12 leur vaudra maintenant des frais d'inscription plus élevés. C'est un vrai gâchis.

La plus grande faiblesse du projet de loi est peut-être l'article qui applique aux transferts financiers aux provinces l'écran de fumée qu'est le programme des 6 et 5 p. 100 du gouvernement fédéral. Pendant plus de deux ans, notre pays a traversé l'une des pires récessions de son histoire. Il y a maintenant 1.6 million de Canadiens en chômage, et le plus décourageant dans tout cela, c'est que les jeunes Canadiens souffrent de cette crise.

En outre, les jeunes qui n'ont pas poursuivi leurs études au-delà de l'école secondaire sont encore plus durement touchés que les autres. Ils accusent un taux de chômage de plus de 24 p. 100. Tout cela devrait nous dire une chose. En période de difficultés économiques, la dernière mesure que le gouvernement fédéral devrait prendre est de réduire les fonds accordés aux établissements d'enseignement postsecondaire.

Pendant le débat, nous avons entendu des députés citer des chiffres pour montrer que les universités et les collèges refusent chaque année des étudiants à cause d'un manque d'argent, d'espace et de personnel, de même que de fonds et de ressources pour la recherche.